



**CANTON DU VALAIS**  
**KANTON WALLIS**

Département de l'économie et de la formation  
Service de l'industrie, du commerce et du travail  
**Observatoire valaisan de l'emploi**

Departement für Volkswirtschaft und Bildung  
Dienststelle für Industrie, Handel und Arbeit  
**Arbeitsmarktbeobachtung Wallis**

---

## **Pénurie de main-d'œuvre dans le canton du Valais**

### Observations et état des lieux

---



Source des images : [Pixabay](https://www.pixabay.com/)

## Table des matières

1. Introduction.....	5
1.1. Contexte général.....	5
1.2. Mandat et objectif de l'étude .....	5
1.3. Cadre de l'étude.....	5
2. Données et observations .....	6
2.1. Etat des lieux sur la population active valaisanne .....	6
2.2. Indice de tension.....	8
2.2.1. Indice de tension selon les activités économique NOGA (à deux chiffres) entre 2019 et 2023.....	9
2.2.2. Indice de tension selon les activités économique NOGA (à deux chiffres) entre le 1 <sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1 <sup>er</sup> trimestre 2023.....	10
2.3. Taux de chômage .....	11
2.4. Croissance de l'emploi.....	12
2.5. Le besoin de remplacement démographique .....	13
2.6. Progression du nombre d'entreprises.....	15
3. Conclusion.....	16
4. Annexes .....	18

## Liste des abréviations

<b>NOGA</b>	Nomenclature générale des activités économiques
<b>OFS</b>	Office fédéral de la statistique
<b>OVE</b>	Observatoire valaisan de l'emploi
<b>RHT</b>	Réduction d'horaire de travail
<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>SICT</b>	Service de l'industrie, du commerce et du travail

## RESUME

L'économie valaisanne n'échappe pas à la problématique croissante de la pénurie de main-d'œuvre qui affecte à la fois la compétitivité des entreprises et la dynamique du marché du travail. Dans ce document, l'Observatoire valaisan de l'emploi (OVE) dresse un état des lieux quantitatif de cette situation en analysant les caractéristiques et les tensions sur le marché du travail valaisan à travers plusieurs indicateurs clés.

Plus précisément, ce rapport tente de mettre en évidence deux dimensions principales de la pénurie de main-d'œuvre :

- 1) **une tension conjoncturelle** : la reprise économique après la pandémie du COVID-19 a entraîné une hausse rapide et brutale des besoins en personnel alors que la main-d'œuvre disponible ne suffisait pas à répondre à cette demande. Cette situation a provoqué des tensions sur le marché de l'emploi avec d'importantes difficultés de recrutement dans certains secteurs ;
- 2) **une problématique structurelle** : l'évolution démographique du canton est un enjeu majeur. Selon des données dont nous disposons, environ un tiers des actifs valaisans devrait atteindre l'âge de la retraite d'ici 2039. Cette dynamique pourrait amplifier le déséquilibre entre l'offre et la demande en main-d'œuvre, *a fortiori* dans certains secteurs d'activité essentiels à l'économie cantonale.

Afin d'approfondir et de compléter cette étude, nous nous sommes également appuyés sur différents indicateurs tels que :

- **l'indice de tension**, qui est le rapport entre le nombre de places vacantes et le nombre de demandeurs d'emploi ;
- **le taux de chômage par branche économique**, potentiel révélateur des domaines où la main-d'œuvre reste disponible ou – au contraire – où les ressources humaines se raréfient ;
- **la croissance de l'emploi**, un indicateur clé pour comprendre l'évolution des besoins en personnel ;
- **le besoin de remplacement démographique**, qui évalue la part des travailleurs atteignant l'âge de la retraite dans les années à venir ;
- **l'évolution du nombre d'entreprises**, qui influence la demande en main-d'œuvre et la concurrence entre employeurs.

Il en ressort que la pénurie de main-d'œuvre en Valais est un phénomène multifactoriel. En effet, elle résulte non seulement d'un déséquilibre entre l'offre et la demande à court terme (mis en évidence par l'indice de tension et le taux de chômage) mais aussi de dynamiques structurelles plus profondes telles que le vieillissement de la population active et la croissance économique soutenue qui génèrent des besoins en personnel difficilement compensés. La tension sur le marché du travail est ainsi alimentée à la fois par des facteurs économiques immédiats et par des défis démographiques à long terme. Tout cela nécessitant, *in fine*, des réponses adaptées à plusieurs niveaux : formation, attractivité des métiers, attractivité du Valais en tant qu'espace d'habitation et de vie ou encore, politique d'immigration.

# 1. Introduction

## 1.1. Contexte général

Les deux années de crise sanitaire dues à la pandémie du COVID-19 (2020-2021) nous apparaissent aujourd'hui comme de lointains souvenirs. Or, à y regarder de plus près, certains effets plus ou moins directs persistent et se manifestent encore dans la conjoncture actuelle. Parmi ces derniers, la pénurie de main-d'œuvre est sans aucun doute un des plus marquant et débattu. Par pénurie de main-d'œuvre, nous entendons toute situation où le besoin en recrutement des entreprises surpasse le nombre de personnes disponibles sur le marché du travail et donc en recherche d'emploi. Lors de ces deux années de pandémie, la très grande majorité des activités économiques a connu un net ralentissement résultant notamment en une forte hausse du taux de chômage. Les besoins en main-d'œuvre ont, par extension, affiché des indices historiquement bas. A partir de 2022, les autorités politiques levaient progressivement toutes les mesures restrictives et la crise sanitaire laissait peu à peu sa place à une reprise des activités économiques. Son intensité a été telle que de nombreuses entreprises ont dû redoubler d'efforts au niveau de leur recrutement afin de trouver du personnel répondant aux besoins de la réalité économique. Or, depuis que nous sommes sortis de la crise sanitaire, la disponibilité de la main-d'œuvre peine à suivre ce rythme et de nombreux employeurs se plaignent de cette carence, (re)plaçant ainsi cette problématique au cœur du débat public.

A cette situation conjoncturelle s'ajoute, en parallèle, un phénomène structurel : le vieillissement de la population active avec le départ prochain à la retraite de la génération des *baby-boomers*<sup>1</sup>. En effet, dans les années à venir, un nombre significatif de travailleurs quittera le marché de l'emploi valaisan, creusant ainsi davantage l'écart entre l'offre et la demande en main-d'œuvre. De nombreuses branches de l'économie valaisanne seront touchées par cette évolution démographique inévitable, ce qui placera le marché de l'emploi sous forte tension.

## 1.2. Mandat et objectif de l'étude

En début d'année 2024, et au vu du contexte décrit précédemment, la Direction du Service de l'industrie, du commerce et du travail (SICT) a mandaté l'Observatoire valaisan de l'emploi (OVE) afin de réaliser une étude quantitative sur la problématique de la pénurie de main-d'œuvre dans le canton du Valais. Dès lors, l'idée sera de faire un état des lieux de la situation en tentant de mettre en évidence aussi bien l'aspect conjoncturel que le côté structurel de la pénurie de personnel, un phénomène qui s'est accentué ces dernières années. Plus précisément, le but de cette étude est de déterminer si une branche du tissu économique valaisan présente – ou pas – des signes de pénurie de main-d'œuvre. Pour ce faire, un indice de tension (rapport entre le nombre de places vacantes et le nombre de demandeurs d'emploi) ainsi qu'un certain nombre d'autres indicateurs définis par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ont été utilisés. Soulignons enfin que nous ne limitons pas notre observation spécifiquement à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée mais nous élargissons ici le cadre à une pénurie de main-d'œuvre en général, car les données démographiques portent à croire qu'à terme, tous les secteurs seront concernés par ce problème.

## 1.3. Cadre de l'étude

En préambule, il est important de préciser que parmi toutes les données dont nous disposons à l'OVE, il n'en n'existe pas – à proprement parler – sur la pénurie de main-d'œuvre comme cela est le cas pour le chômage, les personnes actives, la réduction d'horaire de travail (RHT), etc. Dès lors, il a fallu procéder à des recoupements et interprétations entre

---

<sup>1</sup> Génération de personnes nées entre 1945 et 1965, soit une période qui a connu un fort taux de natalité après la Seconde Guerre mondiale.

différentes données mises à disposition par le SECO ou d'autres organismes tels que le Service de statistique et de péréquation du canton du Valais. Il s'agit notamment du nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans les ORP valaisans, du nombre de places vacantes annoncées dans ces mêmes ORP, de la population active issue du *pooling* 2018-2020 ou encore du nombre d'emplois et d'entreprises.

Le présent rapport s'ouvre par un état des lieux de la population active valaisanne avec notamment un focus sur la caractéristique de l'âge des personnes qui composent le marché du travail de notre canton. Cette partie nous donne un aperçu intéressant quant au nombre d'actifs qui atteindront potentiellement l'âge de la retraite d'ici 2039-2040. S'en suit toute une section qui propose de déterminer si une branche économique présente un indice de tension croissant ou décroissant. Pour ce faire, nous avons délimité des cadres temporels distincts :

- dans un premier temps, nous avons identifié deux périodes afin de mettre en évidence une pénurie dite **structurelle** dans la mesure où celle-ci est plus persistante et offre *in fine* un éclairage sur d'éventuels problèmes structurels du marché du travail valaisan. Par conséquent, une comparaison a été faite entre l'année 2019 et l'année 2023, deux années durant lesquelles la situation du marché du travail cantonal présentait des caractéristiques très semblables sur le plan du chômage, à savoir un niveau de chômage relativement bas ;
- dans un second temps, il a été question d'analyser cette problématique de la pénurie de main-d'œuvre d'un point de vue **conjoncturel** afin de mettre en évidence son caractère temporaire et influencé par des fluctuations économiques. Ici, une comparaison a été faite entre le premier trimestre 2021 (marqué par un pic du chômage) et le premier trimestre 2023 (marqué par un creux du chômage), soit deux périodes avec des dynamiques conjoncturelles opposées.

Nous enchainons et terminons ce papier avec une série d'indicateurs que nous avons utilisés pour mettre en évidence de potentiels besoins en main-d'œuvre selon les activités économiques. En effet, nous avons analysé ces dernières sous l'angle du **taux de chômage**, de la **croissance de l'emploi**, du **besoin de remplacement démographique** ou encore de **l'évolution du nombre d'entreprises**. Selon les résultats observés, il sera possible – ou pas – de tirer un certain nombre d'enseignements en lien avec la thématique étudiée.

## 2. Données et observations

### 2.1. Etat des lieux sur la population active valaisanne

Sur la base des données dont nous disposons (SECO / *pooling* 2018-2020), nous pouvons projeter une estimation plus ou moins précise du nombre et de la part des personnes qui atteindront l'âge de la retraite, soit 65 ans, au cours des 15 prochaines années. En effet, le tableau 1 ci-dessous nous permet de nous rendre compte qu'un tiers de la population active valaisanne ne se trouvera plus – en théorie – sur le marché de travail dans une quinzaine d'années (la proportion est identique au niveau national). En d'autres termes, une grande majorité de ces personnes devra être, d'une façon ou d'une autre, remplacée. Il ne s'agira pas uniquement de remplacer numériquement ces personnes mais il faudra aussi composer avec une perte d'expérience, de savoir-faire et d'attachement à l'entreprise qu'il sera potentiellement difficile à combler.

Enfin, lors de l'interprétation de ces données, il convient de prendre en compte le coefficient de variation qui apparaît dans la petite case qui se situe à droite du chiffre de la population active dans le tableau 1. En effet, celui-ci se décline sous la forme de lettres allant de « A » à « G » et permet de caractériser l'exactitude du nombre de personnes actives (dénominateur relatif au taux de chômage). Chaque lettre indique le degré de divergence entre la valeur publiée et la valeur réelle :

- A = 0.0% à 1.0% ;
- B = 1.1% à 2.0% ;
- C = 2.1% à 5.0% ;
- D = 5.1% à 10.0% ;
- E = 10.1% à 16.5% ;
- F = 16.6% à 25.0% ;
- G = >25.0%.

Classes d'âge	Nombre de personnes actives			
	Valais		Suisse	
15-24 ans	16'590	C	448'465	A
25-49 ans	101'249	A	2'630'663	A
50-64 ans	54'852	B	1'406'154	A
65 ans et plus	3'723	D	111'978	A
<b>Total</b>	<b>176'414</b>	<b>A</b>	<b>4'597'259</b>	<b>A</b>
<i>Effectif des actifs qui atteindront l'âge de la retraite d'ici 2039</i>	<b>58'576</b>		<b>1'518'132</b>	
<i>Part des actifs qui auront atteint 65 ans d'ici 2039</i>	<b>33%</b>		<b>33%</b>	

Tableau 1 : Population active valaisanne et suisse selon l'âge

Dans le tableau 2 ci-dessous, nous avons un aperçu de la population active valaisanne selon l'âge ainsi que selon les secteurs d'activité (secteur primaire, secondaire, tertiaire et non spécifié). Nous constatons qu'en termes de pourcentage, ces différents secteurs sont concernés plus ou moins dans les mêmes proportions par la problématique des départs à la retraite au cours de ces 15 prochaines années :

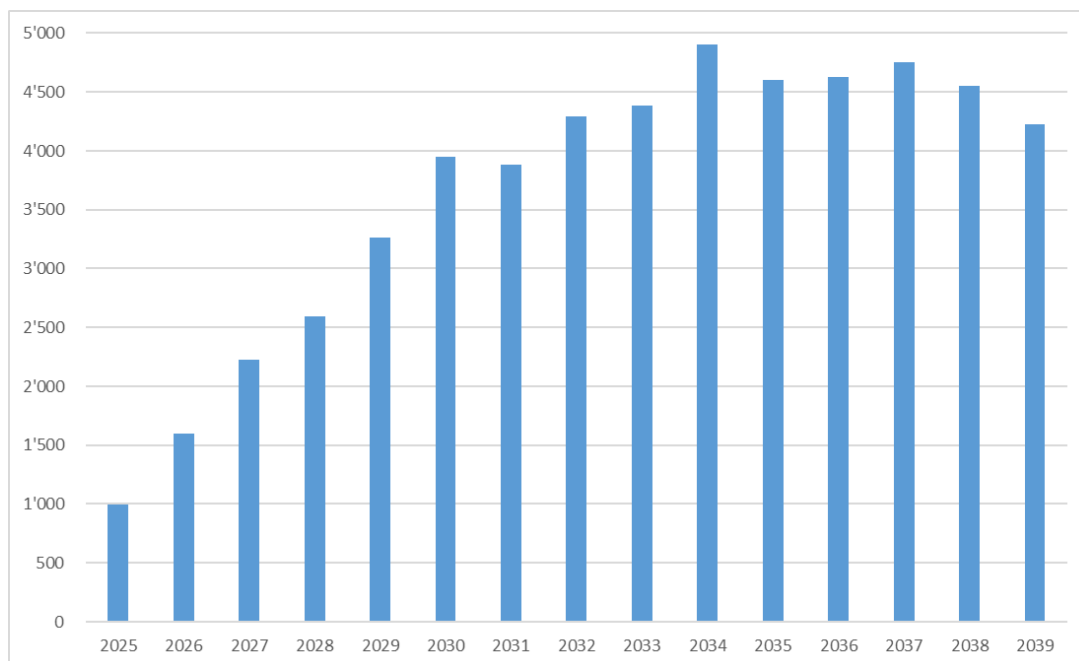
- **37%** d'actifs concernés dans le secteur primaire ;
- **33%** d'actifs concernés dans le secteur secondaire
- **33%** d'actifs concernés dans le secteur tertiaire ;
- **36%** d'actifs concernés dans le non spécifié.

Un peu plus loin dans ce document, nous reviendrons plus en détails sur cette question du nombre de personnes potentiellement concernées par un départ à la retraite dans les années à venir. Nous y exposerons la part pour chaque branche économique du canton.

Valais				
Secteur	Classes d'âge	Personnes actives	Effectif des actifs qui atteindront l'âge de la retraite d'ici 2039	Part des actifs qui auront atteint 65 ans au cours des 15 prochaines années
<b>Secteur 1</b> (agriculture, sylviculture et pêche)	15-24 ans	320		
	25-49 ans	1'748		
	50-64 ans	1'146		
	65 ans et plus	84		
	<b>Total</b>	<b>3'299</b>		
<b>Secteur 2</b> (industrie)	15-24 ans	3'360		
	25-49 ans	21'223		
	50-64 ans	11'474		
	65 ans et plus	515		
	<b>Total</b>	<b>36'572</b>		
<b>Secteur 3</b> (autres services)	15-24 ans	10'440		
	25-49 ans	67'412		
	50-64 ans	35'785		
	65 ans et plus	2'030		
	<b>Total</b>	<b>115'667</b>		
<b>Non spécifié</b>	15-24 ans	2'469		
	25-49 ans	10'866		
	50-64 ans	6'447		
	65 ans et plus	1'094		
	<b>Total</b>	<b>20'876</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>176'414</b>	<b>58'576</b>	<b>33%</b>

Tableau 2 : Population active valaisanne selon l'âge et le secteur d'activité

Enfin, le graphique 1 ci-dessous nous présente l'évolution du nombre de personnes arrivant à la retraite d'ici 2039. Ce nombre sera en croissance quasi constante jusqu'à atteindre son pic en 2034 avec 4'903 actifs en âge de quitter le marché de travail valaisan selon la législation actuelle et les données du *pooling* 2018-2020. Cette évolution restera à un niveau élevé jusqu'en 2037 avant d'entamer sa décroissance.



**Graphique 1** : Evolution des personnes actives arrivant à l'âge de 65 ans dans le canton du Valais

## 2.2. Indice de tension

Afin d'identifier toute situation de pénurie de main-d'œuvre, nous avons décidé de travailler avec **un indice de tension** qui est construit sur le rapport entre le nombre de places vacantes entrées pour un secteur économique précis et le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans ce même secteur.

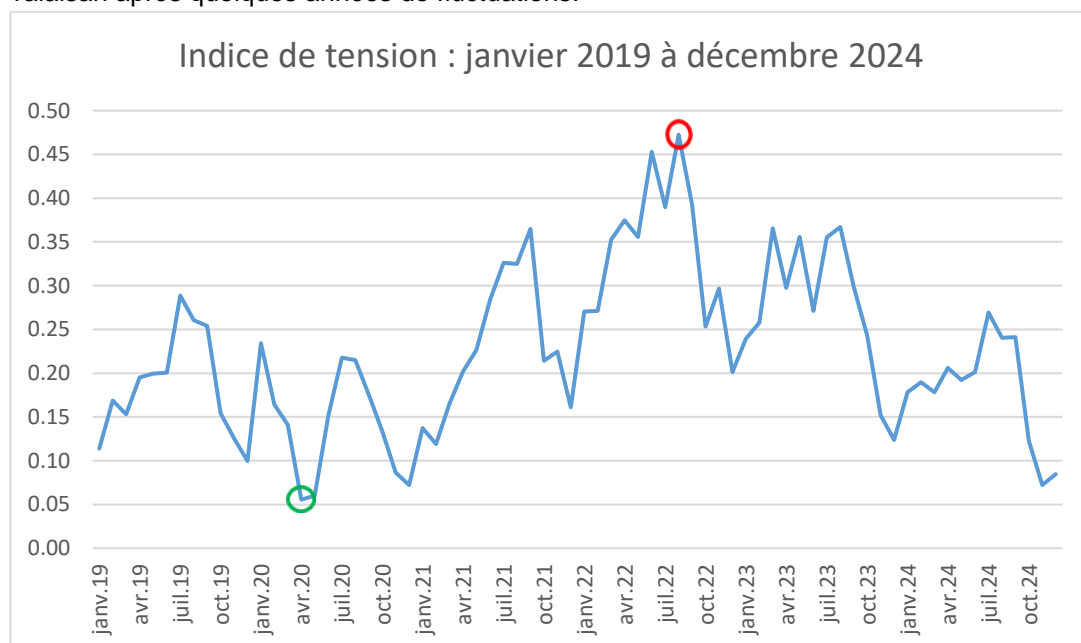
A titre d'exemple, le graphique 2 ci-dessous nous présente l'évolution de cet indice de tension entre janvier 2019 et décembre 2024 en prenant en compte l'ensemble des activités économiques du canton du Valais. Concrètement, plus l'écart entre le nombre de places vacantes entrées et le nombre de demandeurs d'emploi est tenu, plus l'indice de tension sera élevé et s'approchera de la valeur de 1. Si nous prenons le point le plus haut du graphique 2, qui renvoie au mois d'août 2022, nous observons une valeur plafond de 0.47 (ce qui correspond à 2'750 places vacantes entrées pour 5'820 demandeurs d'emploi inscrits dans les ORP valaisans). Il y a ici une certaine logique dans la mesure où, d'un point de vue conjoncturel, nous assistions à ce moment-là à une forte reprise de l'ensemble des activités économiques cantonales après une période de ralentissement économique brutal dû à la crise sanitaire du COVID-19 et de ses nombreuses mesures de restriction. En d'autres termes, afin de pouvoir « alimenter » les besoins croissants d'une économie en effervescence, de nombreuses entreprises étaient à la recherche d'une main-d'œuvre disponible rapidement. Or, en parallèle, le chômage pointait à un niveau historiquement bas<sup>2</sup> ne permettant ainsi pas de répondre aux demandes des agents économiques. **C'est précisément dû à ces deux dynamiques opposées qu'un tissu économique – dans son ensemble – peut se trouver sous tension.**

<sup>2</sup> Le taux de chômage au mois d'août 2022 était de 1.9% dans le canton du Valais, soit la valeur plancher sur les 20 dernières années.



A contrario, au niveau du point le plus bas de la courbe du graphique 2, nous avons un indice de tension proche de zéro pour le mois d'avril 2020 (voir le cercle vert sur le graphique). Ici aussi, il y a une explication à trouver sous un angle conjoncturel. En effet, notre société s'est retrouvée totalement paralysée par les conséquences de la crise sanitaire apparue un mois plus tôt (confinement, fermetures, interdictions, etc.) réduisant la production et la création de richesse à un degré quasi nul. En parallèle, le taux de chômage a explosé<sup>3</sup>. Ainsi, en termes de données, nous observons 638 places vacantes entrées pour 11'503 demandeurs d'emploi inscrits dans les ORP plaçant l'indice de tension à 0.06.

Enfin, il est intéressant de relever que l'évolution de la situation durant l'année 2024 est relativement semblable à celle de l'année 2019, soit la période qui a précédé la crise sanitaire. Nous pouvons l'interpréter comme un signe de normalisation du marché de l'emploi valaisan après quelques années de fluctuations.



**Graphique 2 :** Evolution de l'indice de tension entre janvier 2019 et décembre 2024 pour l'ensemble des activités économiques du canton du Valais.

### 2.2.1. Indice de tension selon les activités économique NOGA (à deux chiffres) entre 2019 et 2023

Après avoir observé l'évolution de l'indice de tension en prenant en compte l'ensemble des activités économiques du Valais, nous allons à présent le décliner par branche NOGA<sup>4</sup> (à deux chiffres) et analyser son évolution entre l'année 2019 et l'année 2023. En effet, comme déjà mentionné dans la partie 1.3, cela nous permettra de mettre en évidence si des activités économiques présentent des signes de pénurie de main-d'œuvre à **caractère structurel**.

De plus, il est important de noter que nous avons volontairement décidé de ne garder que les branches économiques affichant en moyenne 100 demandeurs d'emploi sur les deux années sous revue, ce qui représente environ 75% du total des demandeurs d'emploi. En effet, en termes de représentativité, il ne serait pas pertinent de travailler avec des échantillons se situant en dessous de cette limite symbolique.

<sup>3</sup> Le taux de chômage au mois d'avril 2020 était de 4.5% dans le canton du Valais, soit la valeur la plus haute depuis 1998.

<sup>4</sup> La Nomenclature Générale des Activités économiques (NOGA) est une nomenclature regroupant l'ensemble des activités économiques pouvant être exercées. D'un point de vue statistique, elle permet de classer les entreprises en fonction de leur activité principale et de les regrouper dans des ensembles cohérents. Le code NOGA comporte cinq niveaux et chaque niveau apporte un degré de précision supplémentaire à l'activité définie.

Activités économiques NOGA (à deux chiffres)	2019			2023			Variation de l'indice de tension entre 2019 et 2023
	Demandeurs d'emploi (moyenne)	Places vacantes (moyenne)	Indice de tension	Demandeurs d'emploi (moyenne)	Places vacantes (moyenne)	Indice de tension	
43 Travaux de construction spécialisés	805	30	0.04	541	23	0.04	+0.01
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	804	37	0.05	688	55	0.08	+0.03
41 Construction de bâtiments	694	65	0.09	403	32	0.08	-0.01
56 Restauration	677	194	0.29	531	157	0.30	+0.01
55 Hébergement	374	270	0.72	320	148	0.46	-0.26
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	335	24	0.07	254	30	0.12	+0.05
85 Enseignement	276	9	0.03	212	7	0.03	+0.00
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	258	17	0.06	236	28	0.12	+0.05
86 Activités pour la santé humaine	244	16	0.07	250	21	0.08	+0.02
87 Hébergement médico-social et social	239	9	0.04	207	8	0.04	-0.00
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	229	83	0.36	159	111	0.70	+0.34
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	225	10	0.04	198	14	0.07	+0.03
99 Non spécifié, autres	206	1	0.00	211	12	0.06	+0.05
49 Transports terrestres et transport par conduites	203	36	0.18	204	22	0.11	-0.07
88 Action sociale sans hébergement	168	3	0.02	145	5	0.03	+0.01
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	158	8	0.05	105	8	0.08	+0.03
68 Activités immobilières	119	11	0.09	112	14	0.13	+0.03
10 Industries alimentaires	107	12	0.11	110	7	0.07	-0.05
Autres branches	2'052	623	0.30	1'795	1'107	0.62	+0.32
Total des branches	8'171	1'457	0.18	6'681	1'809	0.27	+0.09

Tableau 3 : Evolution de l'indice de tension entre 2019 et 2023

Au vu de ce que nous pouvons observer dans le tableau 3 ci-dessus, nous nous rendons compte que la grande majorité des branches économiques présentent un indice de tension progressif entre 2019 et 2023. Bien que la plupart de ces progressions aient été minimes, **la tendance globale pointe vers un tissu économique plus tendu d'un point de vue de la pénurie de main-d'œuvre structurelle** (variation de l'indice de tension de +0.09 point sur l'ensemble des branches économiques du canton). De plus, dans « *Autres branches* » se trouvent les 67 branches économiques qui restent et pour lesquelles la moyenne annuelle de demandeurs d'emploi en 2023 est inférieure à 100 personnes. Toutes ces branches regroupées affichent un déficit structurel de main-d'œuvre suite à la crise du COVID-19 (progression de l'indice de tension de +0.32 point). Enfin, au niveau des extrêmes, nous avons la « *01. Culture et production animale, chasse et services annexes* » qui affiche la plus forte croissance de l'indice de tension avec +0.34 point alors que « *55. Hébergement* » voit son indice se détendre de -0.26 point.

### 2.2.2. Indice de tension selon les activités économique NOGA (à deux chiffres) entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2023

Cette partie du chapitre 2 est consacrée au **caractère conjoncturel** de la pénurie de main-d'œuvre. Nous y mettons plus précisément en exergue l'évolution de l'indice de tension entre le premier trimestre 2021 et le premier trimestre 2023, autrement dit entre une période de fort ralentissement conjoncturel et une période de reprise économique intense.

Activités économiques NOGA (à deux chiffres)	1er trimestre 2021			1er trimestre 2023			Variation de l'indice de tension entre les deux périodes observées
	Demandeurs d'emploi (moyenne)	Places vacantes (moyenne)	Indice de tension	Demandeurs d'emploi (moyenne)	Places vacantes (moyenne)	Indice de tension	
43 Travaux de construction spécialisés	1'337	40	0.03	875	44	0.05	+0.02
41 Construction de bâtiments	1'234	49	0.04	783	52	0.07	+0.03
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	1'072	29	0.03	683	52	0.08	+0.05
56 Restauration	1'028	48	0.05	477	178	0.37	+0.33
55 Hébergement	628	132	0.21	244	200	0.82	+0.61
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	455	33	0.07	334	26	0.08	+0.01
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	448	48	0.11	282	33	0.12	+0.01
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	428	227	0.53	226	168	0.74	+0.22
87 Hébergement médico-social et social	321	8	0.02	203	14	0.07	+0.04
86 Activités pour la santé humaine	309	21	0.07	252	24	0.10	+0.03
85 Enseignement	307	6	0.02	211	11	0.05	+0.04
49 Transports terrestres et transport par conduites	306	17	0.06	195	15	0.08	+0.02
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	288	4	0.01	203	10	0.05	+0.04
99 Non spécifié, autres	224	26	0.11	196	5	0.03	-0.09
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	205	1	0.00	109	5	0.04	+0.04
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	193	7	0.04	111	10	0.09	+0.05
88 Action sociale sans hébergement	174	3	0.02	135	7	0.05	+0.03
10 Industries alimentaires	165	5	0.03	116	11	0.10	+0.07
68 Activités immobilières	164	19	0.12	109	23	0.21	+0.10
78 Activités liées à l'emploi	152	738	4.86	150	1'058	7.04	+2.18
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	118	3	0.03	109	4	0.04	+0.01
Autres branches	2'425	215	0.09	1'525	183	0.12	+0.03
Total des branches	11'982	1'680	0.14	7'526	2'134	0.28	+0.14

Tableau 4 : Evolution de l'indice de tension entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2023

A l'exception des « 99. *Non spécifié, autres* », toutes les autres activités économiques ont vu leur situation se tendre d'un point de vue du rapport entre les places vacantes entrées et le nombre moyen de demandeurs d'emploi enregistré sur trois mois. Le tableau 4 ci-dessus reflète de manière claire la progression plus ou moins prononcée de l'indice de tension activité par activité. **Dans l'ensemble, la situation s'est péjorée passant d'un indice de 0.14 à un indice de 0.28, soit une variation de +0.14.** Dans les « *Autres branches* » se trouvent 62 branches économiques qui ne figurent pas dans le tableau 4, car leur moyenne trimestrielle de demandeurs d'emploi est inférieure à 100 personnes et d'un point de vue conjoncturelle, l'évolution de l'indice de tension pour ce groupe est de +0.03 point.

Il est particulièrement intéressant de relever l'évolution de la situation dans les branches « 56. *Restauration* » et « 55. *Hébergement* » d'un trimestre à l'autre. En effet, selon les données dont nous disposons et contrairement à l'approche structurelle, la branche « 56. *Restauration* » passe d'un indice de tension de 0.05 à un indice de tension de 0.37, soit une variation d'environ +0.33 point. Pour la branche « 55. *Hébergement* », cette variation est encore plus prononcée avec +0.61 point. Dans ces deux cas, nous nous situons nettement au-dessus de la variation globale. Une fois la crise sanitaire passée, le nombre moyen de demandeurs d'emploi y a drastiquement diminué alors que le nombre moyen de places vacantes y a considérablement augmenté. En d'autres termes, ces deux domaines d'activité comptent parmi les plus durement touchés par la crise du COVID-19 impactant également de manière négative le recrutement d'une nouvelle main-d'œuvre lors de la reprise économique quelques mois plus tard (nous émettons ici l'hypothèse qu'il y a eu une importante migration du personnel vers d'autres secteurs d'activité « moins sensibles » aux aléas économiques).

Au vu des données et des observations faites en lien avec l'indice de tension, nous pouvons nous rendre compte que les dynamiques diffèrent selon que nous abordons la problématique de la pénurie de main-d'œuvre sous l'angle conjoncturel ou structurel. Dans le cas présent, les fluctuations conjoncturelles mettent en évidence de manière claire une détérioration de la situation au niveau de la disponibilité de la main-d'œuvre et ce, pour la quasi-totalité du tissu économique cantonal. Ce constat est moins prononcé lorsque nous observons le phénomène sous l'angle structurel.

### 2.3. Taux de chômage

Le taux de chômage est, par définition, le rapport entre le nombre de chômeurs et la population active. Plus le nombre de chômeurs est faible, plus le taux de chômage sera donc bas. De ce fait, ce dernier peut être considéré comme un indicateur permettant de mettre en évidence une éventuelle pénurie de main-d'œuvre dans un secteur en particulier.

[L'annexe 1](#) nous expose la situation en 2024 concernant le taux de chômage au niveau des activités économiques (NOGA à deux chiffres). Ces dernières ont été classées par ordre décroissant afin d'y faciliter la lecture et de voir où chacune se situe par rapport à la moyenne globale qui est affichée en rouge, **soit 2.7%**. En effet, un taux de chômage inférieur à la moyenne de toutes les activités économiques peut indiquer une forte sollicitation du potentiel offert par les personnes au chômage et, parallèlement, une éventuelle pénurie de main-d'œuvre<sup>5</sup>. En d'autres termes, plus la taille de l'échantillon de personnes en recherche d'emploi est petit, plus le recrutement devient difficile pour les entreprises.

Outre les « 99. *Non spécifié, autres* », nous avons l'activité « 14. *Industrie de l'habillement* », l'activité « 20. *Industrie chimique* » ainsi que l'activité « 13. *Fabrication de textiles* » qui se situent sous la barre des 1% de taux de chômage. Dans ce groupe de branches ayant un taux de chômage très faible en 2024, il est intéressant de souligner que nous retrouvons

---

<sup>5</sup> SECO (2023) : *Disponibilité de la main-d'œuvre : un système d'indicateurs pour l'évaluer – bases méthodologiques et conclusions*. Principes de base de la politique économique n° 40. Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, Berne, Suisse, p. 8.

notamment la branche « 86. Activités pour la santé humaine »<sup>6</sup> (1.2%) ou encore la branche « 71. Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques » (2.1%) qui sont souvent identifiées comme des activités fortement touchées par la problématique du manque de personnel.

A l'inverse, les secteurs « 42. Génie civil » (3.4%), « 41. Construction de bâtiments » (6.5%), « 55. Hébergement » (5.3%) ou encore « 56. Restauration » (6.5%) affichent des taux de chômage supérieurs à la moyenne. Pour 2024 et selon cet indicateur, ces domaines, qui ont un poids non-négligeable dans le tissu économique valaisan, ne présenteraient pas de signes particuliers de pénurie de main-d'œuvre. Dès lors, et sans analyser les profils des personnes inscrites dans les ORP, nous disposerions d'effectifs qui pourraient combler certains besoins de l'économie.

Enfin, comme précisé en page 6, nous devons garder à l'esprit que ces données du chômage sont toute étroitement liées à un coefficient de variation qui, dans l'annexe 1, apparaît dans la colonne de droite.

## 2.4. Croissance de l'emploi

Le tableau 5 ci-dessous<sup>7</sup> nous offre un aperçu quant à l'évolution de l'emploi dans différentes branches économique entre 2011 et 2022. Dans son ensemble, **l'emploi<sup>8</sup> en Valais a progressé de +17.1%** en l'espace d'une décennie passant de 166'469 places de travail à 194'949. En ce qui concerne les branches économiques, nous observons qu'à l'exception de l'industrie extractive (-22.0%), elles ont toutes connu une évolution positive et plus ou moins forte. Plus précisément, le secteur tertiaire progresse de +20.9% contre +6.5% pour le secteur primaire et +8.3% pour le secteur secondaire. Ces chiffres reflètent une certaine transformation structurelle de l'emploi en Valais où les métiers du tertiaire prennent de plus en plus de poids (tertiarisation de l'économie)<sup>9</sup>.

Selon un document de travail du SECO sur la disponibilité de la main-d'œuvre<sup>10</sup>, une forte croissance de l'emploi peut, elle aussi, représenter un indicateur d'une pénurie accrue de main-d'œuvre dans un secteur donné. En effet, une évolution positive de l'emploi à long terme se traduit par une hausse de la demande en personnel, ce qui peut – par extension – mener à un manque de force de travail. A contrario, si l'évolution de l'emploi est négative, la demande en matière de main-d'œuvre ralentira également.

Nous pouvons faire ici un lien entre les propos ci-dessus et ce que nous entendons ou lisons régulièrement, à savoir que la pénurie de main-d'œuvre touche surtout des domaines tels que la santé, l'informatique ou encore l'ingénierie. En effet, le tableau 5 nous présente une variation de l'emploi entre 2011 et 2022 de +37.9% pour la santé (soit +7'621 emplois), +26.3% pour le domaine de l'information et la communication (soit +567 emplois) et +49.0% pour les activités spécialisées, scientifiques et techniques (soit +4'062 emplois). Nous observons donc des variations qui se situent bien au-delà de la variation pour l'ensemble des branches économiques. En outre, le choix de mesurer la croissance de l'emploi dans le passé est pertinent dans la mesure où elle peut être une indication quant à l'évolution future. Autrement dit, si dans un domaine donné et sur une période de plusieurs années, une

---

<sup>6</sup> Ce code NOGA 86 englobe les activités hospitalières (hôpitaux spécialisés ou pour soins généraux), les activités des médecins et des dentistes et toutes les autres activités pour la santé humaine (psychologie, physiothérapie, activités des infirmières et des sages-femmes, etc.).

<sup>7</sup> Les données proviennent l'Office fédéral de la statistique – Statistique Structurelle des Entreprises (STATENT).

<sup>8</sup> Il est important de préciser ici que nous ne faisons pas référence à des équivalents plein-temps (EPT). Pour ces derniers, la progression, sur la même période, a été de +18.3%.

<sup>9</sup> En 2011, les emplois du secteur tertiaire représentaient 70.7% de l'ensemble des emplois en Valais alors qu'en 2022, cette proportion est passée à 73%. Les deux autres secteurs ont, quant à eux, connu une évolution inverse.

<sup>10</sup> SECO (2023): *Disponibilité de la main-d'œuvre : un système d'indicateurs pour l'évaluer – bases méthodologiques et conclusions*. Principes de base de la politique économique n° 40. Secrétariat d'Etat à l'économie SECO, Berne, Suisse.

croissance supérieure à la moyenne est observée, nous pouvons nous attendre à un besoin élevé en personnel pour les années à venir<sup>11</sup>.

Branche économique	Emplois en 2011	Emplois en 2022	Evolution de l'emploi entre 2011 et 2022
<b>Total</b>	<b>166'469</b>	<b>194'949</b>	<b>+17.1%</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>9'941</b>	<b>10'587</b>	<b>+6.5%</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	9'941	10'587	+6.5%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>38'775</b>	<b>41'987</b>	<b>+8.3%</b>
Industries extractives	182	142	-22.0%
Industrie manufacturière	19'404	21'325	+9.9%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	2'215	2'381	+7.5%
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et dépollution	518	703	+35.7%
Construction	16'456	17'436	+6.0%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>117'753</b>	<b>142'365</b>	<b>+20.9%</b>
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	21'828	22'677	+3.9%
Transports et entreposage	8'565	9'754	+13.9%
Hébergement et restauration	17'025	19'087	+12.1%
Information et communication	2'158	2'725	+26.3%
Activités financières et d'assurance	5'333	5'662	+6.2%
Activités immobilières	2'306	2'984	+29.4%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	8'288	12'350	+49.0%
Activités de services administratifs et de soutien	8'454	10'891	+28.8%
Administration publique	5'836	6'855	+17.5%
Enseignement	10'317	11'487	+11.3%
Santé humaine et action sociale	20'088	27'709	+37.9%
Arts, spectacles et activités récréatives	2'398	3'734	+55.7%
Autres activités de services	5'157	6'450	+25.1%

Tableau 5 : Evolution de l'emploi en Valais entre 2011 et 2022

## 2.5. Le besoin de remplacement démographique

Le besoin de remplacement démographique est un autre indicateur pouvant donner des indications sur les besoins en personnel qui pourront se manifester dans le futur au sein d'un domaine d'activité. Afin de connaître ce besoin, il s'agit d'obtenir la part de la population active qui atteindra l'âge de la retraite dans les quinze années à venir (c'est-à-dire des personnes qui ont 50 ans et plus). Si cette dernière représente une portion importante de l'ensemble de la population active d'un secteur économique, cela peut indiquer un futur placé sous le signe d'une forte demande en personnel.

Comme annoncé dans la partie 2.1, [l'annexe 2](#) expose – branche par branche – la situation du tissu économique valaisan en ce qui concerne cet indicateur du remplacement démographique. Ce dernier s'élève à 33.2% pour l'ensemble des secteurs économiques du canton, soit une personne active sur trois qui devrait atteindre l'âge de la retraite dans les 15 ans à venir. Si nous extrapolons, nous pouvons partir de l'hypothèse qu'une grande partie de ces quelques 58'576 départs devrait être remplacée par de nouvelles arrivées sur le marché du travail.

A l'extrémité supérieure de [l'annexe 2](#), nous avons les activités « 12. Fabrication de produits à base de tabac » (10 personnes), « 19. Cokéfaction et raffinage » (11 personnes) ainsi que « 50. Transports par eau » (11 personnes) dont la totalité des personnes actives sera concernée par l'âge de la retraite dans 15 ans. Quand bien même ce ne sont pas les domaines avec le plus grand nombre de personnes actives en chiffres absolus, nous assistons peut-être ici à une mutation structurelle dans le mesure où ce besoin absolu de remplacement démographique est couplé à une croissance de l'emploi qui reste relativement faible, notamment dans l'industrie manufacturière.

<sup>11</sup> Ibid., p.4



De plus, cet indicateur nous permet de constater que les domaines d'importance systémique pour l'économie cantonale<sup>12</sup> présentent – en chiffres absolus – des effectifs non-négligeables qui atteindront l'âge de la retraite au cours des 15 prochaines années. En effet, le tableau 6 ci-dessous nous permet de faire un état des lieux de la situation qui prévaut dans ces secteurs avec les données dont nous disposons à ce jour :

Activités économiques	Personnes actives	Personnes potentiellement à la retraite dans 15 ans	Part
<b>Santé</b> ( <i>santé humaine et hébergement socio-médicaux</i> )	19'755	6'630	33.6%
<b>Commerce</b> ( <i>de détail et de gros</i> )	16'899	5'626	33.3%
<b>Construction</b> ( <i>travaux spécialisés, bâtiments et génie civil</i> )	15'887	5'014	31.6%
<b>Hôtellerie-restauration</b>	10'489	3'522	33.6%
<b>Administration publique</b>	8'537	3'248	38.0%
<b>Enseignement</b>	8'145	2'432	29.9%
<b>Industrie chimique et pharmaceutique</b>	4'827	1'746	36.2%
<b>Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques</b>	4'035	1'131	28.0%

Tableau 6 : Le besoin de remplacement démographique dans les 15 années à venir pour certaines branches économiques du Valais

Pour certains de ces domaines d'importance systémique, le besoin de remplacement démographique n'est pas le seul et unique signal pointant vers une potentielle pénurie de main-d'œuvre dans les années à venir. Par exemple, le secteur de la santé a connu une croissance de l'emploi proche de 38% depuis 2011 avec, en parallèle, un taux de chômage très faible (1.2% en 2024 pour les activités de santé humaine). Nous observons les mêmes tendances pour l'administration publique<sup>13</sup>, l'enseignement<sup>14</sup> ou encore les activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques<sup>15</sup>.

En outre, en ce qui concerne le commerce, la construction ainsi que l'hôtellerie-restauration, la question de la relève provoque des inquiétudes grandissantes dans la mesure où depuis 2007, le nombre d'apprentis affiche une baisse alarmante. Selon des données de l'OFS pour le canton du Valais, entre 2007 et 2023, le nombre d'apprentis entrants dans le domaine de la vente est passé de 401 à 201 (soit une variation de -49.9%). La construction a vu ce chiffre passer de 408 à 280 (soit une variation de -31.4%) et l'hôtellerie-restauration de 234 à 143 (soit une variation de -38.9%). Ainsi, le nombre de jeunes formés ne compense pas celui des départs à la retraite.

Tous ces éléments cumulés les uns aux autres pourraient *in fine* conduire à de véritables manques de personnel sur le long terme.

<sup>12</sup> Cette importance se mesure notamment à travers la contribution au PIB cantonal (valeur ajoutée), la part et la qualité d'emplois générés, les investissements réalisés, l'interdépendance avec d'autres secteurs économiques (impact sur l'économie périphérique) ou encore le rôle social et stratégique.

<sup>13</sup> L'administration publique affiche une croissance de l'emploi de 17.5% depuis 2011 et un taux de chômage annuel de 1.5% en 2024.

<sup>14</sup> L'enseignement affiche une croissance de l'emploi de 11.3% depuis 2011 et un taux de chômage annuel de 1.7% en 2024.

<sup>15</sup> Les activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques affichent une croissance de l'emploi de 49.0% depuis 2011 et un taux de chômage annuel de 2.1% en 2024.

## 2.6. Progression du nombre d'entreprises

A priori, la création de nouvelles entreprises au sein d'un tissu économique ne nous renvoie pas intuitivement à la problématique de la pénurie de main-d'œuvre. Cependant, il se peut que ces deux dynamiques interviennent simultanément et s'influencent mutuellement. Il nous est donc paru pertinent d'en présenter la situation dans le canton du Valais.

La tableau 7 ci-dessous montre de quelle manière la création d'entreprises a évolué entre 2011 et 2022. Globalement, ce sont 3'964 nouvelles entreprises qui ont vu le jour, soit une progression de +16.5%. Sans surprise et comme nous l'avons vu précédemment au niveau de l'emploi, ce sont les entreprises du secteur tertiaire qui dominent le paysage économique valaisan et qui progressent le plus rapidement<sup>16</sup>. En effet, malgré un recul constaté au niveau du commerce (-0.9%), des transports (-1.4%), de l'hôtellerie-restauration (-2.8%) et de l'administration publique (-5.4%), la progression a été forte, voire très forte dans les autres branches du secteur tertiaire. C'est notamment les cas pour le domaine de la santé (+65.0%), de l'enseignement (+51.8%) ou encore les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+46.1%).

La création de nouvelles entreprises génère une augmentation de la demande en main-d'œuvre et, par extension, tend à intensifier la concurrence entre les entreprises pour attirer les meilleurs profils. Ce phénomène peut donc exacerber une pénurie de main-d'œuvre, *a fortiori* dans un contexte présentant déjà des signaux préoccupants de manque de personnel. Dans les pages précédentes, nous avons pu identifier différentes branches économiques pour lesquelles le cumul de certains facteurs (population active vieillissante, taux de chômage faible, emploi en forte croissance, etc.) laisse craindre une potentielle tension dans les années à venir. Il se trouve que certaines de ces branches ont vu en parallèle leur nombre d'entités économiques drastiquement croître depuis 2011 (voir notamment celles mentionnées à la fin du paragraphe ci-dessus). Dès lors, il s'agit ici d'être attentif à préserver la vitalité économique d'une région, voire d'un Etat en empêchant qu'une pénurie de main-d'œuvre latente (frein à la croissance) impacte négativement le potentiel des nouvelles entreprises à se développer et à prospérer (moteur de l'économie).

Branche économique	Entreprises 2011	Entreprises 2022	Progression du nombre d'entreprises entre 2011 et 2022
<b>Total</b>	<b>24'069</b>	<b>28'033</b>	<b>+16.5%</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>3'813</b>	<b>2'732</b>	<b>-28.4%</b>
Agriculture, sylviculture et pêche	3'813	2'732	-28.4%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3'972</b>	<b>4'477</b>	<b>+12.7%</b>
Industries extractives	15	11	-26.7%
Industrie manufacturière	1'488	1'685	+13.2%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	61	64	+4.9%
Production et distribution d'eau; assainissement, gestion des déchets et depollution	71	85	+19.7%
Construction	2'337	2'632	+12.6%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>16'284</b>	<b>20'819</b>	<b>+27.8%</b>
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	3'175	3'146	-0.9%
Transports et entreposage	518	511	-1.4%
Hébergement et restauration	2'587	2'514	-2.8%
Information et communication	410	645	+57.3%
Activités financières et d'assurance	347	432	+24.5%
Activités immobilières	776	1'202	+54.9%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2'309	3'374	+46.1%
Activités de services administratifs et de soutien	740	1'067	+44.2%
Administration publique	148	140	-5.4%
Enseignement	724	1'099	+51.8%
Santé humaine et action sociale	1'670	2'756	+65.0%
Arts, spectacles et activités récréatives	941	1'367	+45.3%
Autres activités de services	1'939	2'566	+32.3%

Tableau 7 : Evolution du nombre d'entreprises en Valais entre 2011 et 2022

<sup>16</sup> La part des entreprises du secteur tertiaire était de 67.7% en 2011 avant de passer à 74.3% en 2022, soit une variation de +6.6%.

### 3. Conclusion

Cette étude n'a pas la prétention de couvrir de manière exhaustive la problématique de la pénurie de main-d'œuvre en Valais. L'objectif était principalement de proposer une photographie de la situation en Valais en termes de disponibilité de la main-d'œuvre dans les différentes branches qui composent le tissu économique cantonal. Pour ce faire, nous avons donc abordé cette problématique essentiellement d'un point de vue quantitatif, à savoir en nous appuyant sur des données et statistiques dont nous disposons.

Après avoir fait un état des lieux sur la population active et des projections sur les départs à la retraite, nous avons analysé la situation à l'aide d'un indice de tension. Celui-ci mettait en rapport le nombre de places vacantes et le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans une activité économique donnée. Cet exercice a été fait de manière à identifier de potentiels signaux d'une pénurie de main-d'œuvre structurelle ou conjoncturelle. Dans un deuxième temps, nous avons abordé la thématique de la pénurie de main-d'œuvre sous l'angle d'indicateurs tels que le taux de chômage, la croissance de l'emploi, le besoin de remplacement démographique ou encore la progression du nombre d'entreprises.

Lors de l'interprétation des résultats de ce rapport, il est important de garder à l'esprit la difficulté à obtenir des données couvrant les mêmes années. Par exemple, les données les plus récentes concernant la croissance de l'emploi ou du nombre d'entreprises datent de 2022, celles de la population active sont issues du *pooling* 2018-2018 alors que le taux de chômage est calculé sur l'année 2023. Malgré ce décalage dans le temps au niveau des données, nous pouvons tout de même établir certains constats et observer certaines tendances se dégager :

- que ce soit d'un point de vue conjoncturel ou structurel, la disponibilité de la main-d'œuvre s'est globalement péjorée selon les angles d'analyse pour lesquels nous avons opté ;
- le déséquilibre a été plus prononcé d'un point de vue conjoncturel avec une grande majorité des branches économiques qui ont présenté un indice de tension croissant suite à la reprise post-pandémie ;
- lorsque nous cumulons tous les indicateurs, il en ressort que les secteurs de la santé, de l'enseignement ainsi que celui des activités spécialisée, scientifiques et techniques sont ceux qui présentent les signaux de pénurie de main-d'œuvre les plus nombreux ;
- dernier point mais non le moindre, l'évolution démographique – et par extension – le remplacement du personnel se présente comme le défi majeur dans les années à venir avec environ un tiers de la population active qui quittera le marché de l'emploi valaisan. Les personnes en formation, dont le nombre est en baisse dans certains secteurs, ne pourront pas remplacer numériquement tous les départs à la retraite.

En septembre 2024, l'Office fédéral de la statistique (OFS) annonçait que la population résidente permanente de la Suisse dépassait désormais les 9 millions de personnes<sup>17</sup>. Cette croissance continue de la population, étroitement liée à l'immigration, est devenue au fil des années une sempiternelle composante de certains discours et programmes politiques. Il est plus que probable que celle-ci continue à occuper une place centrale dans les débats publics pendant des années encore mais, cette fois-ci, pour des raisons diamétralement opposées. En effet, au vu du déclin de la population active dans certaines régions de la Suisse, le démographe Hendrik Budliger tire la sonnette d'alarme et prévoit même des conséquences « dramatiques pour l'économie et la société de notre pays »<sup>18</sup>. Selon le directeur de [Demografik](#), la diminution de la population active entrainera une baisse de la consommation privée, ce qui impactera négativement l'état des finances publiques alors même que l'Etat

<sup>17</sup> [Effectif de population à la fin du 2e trimestre 2024](#) (consulté le 7 octobre 2024).

<sup>18</sup> [Zuwanderung: Demograf Hendrik Budliger zu 9-Millionen-Schweiz | Tages-Anzeiger](#) (consulté le 26 septembre 2024).



aura un besoin croissant en ressources pour soutenir le nombre grandissant de personnes âgées. Ce constat s'observe aussi auprès de nombreux autres pays européens qui font face à une pénurie de main-d'œuvre souvent plus accentuée qu'en Suisse<sup>19</sup>. Ces Etats – d'où proviennent en grande partie les migrants qui s'installent en Suisse – mettront tout en œuvre afin de retenir, voire même rapatrier leur main-d'œuvre<sup>20</sup>. Dès lors, Hendrik Budliger pense qu'à l'avenir, il faudra « se battre pour attirer des immigrés », ce qui serait un important changement de paradigme.

## CONSTATS

### Eléments principaux qui découlent du rapport :

- 1) La disponibilité de la main-d'œuvre s'est globalement détériorée ces dernières années, notamment en raison de la reprise post-COVID-19 et du vieillissement démographique ;
- 2) Certains secteurs sont particulièrement touchés par la pénurie de main-d'œuvre, notamment la santé, l'enseignement et les activités scientifiques et techniques où les signaux de manque de personnel sont saillants ;
- 3) La formation et l'attractivité des métiers constituent des enjeux majeurs, notamment dans des branches comme l'hôtellerie-restauration et la construction où le manque de relève pourrait accentuer les difficultés de recrutement ;
- 4) L'évolution démographique joue un rôle central : avec un tiers des actifs atteignant l'âge de la retraite d'ici 2039-2040, la question du remplacement des effectifs devient un défi économique et sociétal majeur ;
- 5) La dynamique de création d'entreprises, bien que positive, risque d'intensifier la compétition pour attirer des talents exacerbant encore la tension sur le marché du travail.

### Limites du rapport et ouvertures :

- 1) L'analyse est fondée exclusivement sur des données quantitatives. Elle ne comporte donc pas de dimension qualitative comme par exemple les stratégies des entreprises pour lutter contre le manque de personnel ;
- 2) Le rapport ne permet pas d'évaluer directement l'impact des conditions de travail, des salaires ou des politiques RH sur la pénurie de main-d'œuvre. Ces éléments mériteraient une analyse plus approfondie ;
- 3) L'étude ne mesure pas précisément l'effet des migrations professionnelles, ni l'impact des travailleurs transfrontaliers sur l'équilibre du marché du travail en Valais ;
- 4) Le document n'a pas vocation à proposer des recommandations stratégiques ou des solutions concrètes pour lutter contre ce phénomène de pénurie. Il s'agit avant tout d'un état des lieux factuel destiné à alimenter la réflexion et à poser les bases d'éventuelles futures actions ;
- 5) Des études complémentaires, intégrant des dimensions qualitatives et prospectives, pourraient approfondir la compréhension du phénomène étudié et identifier des leviers d'actions concrets.

<sup>19</sup> Plus globalement, selon l'Organisation internationale du travail, le vieillissement de la population devient peu à peu un phénomène mondial et il va inévitablement s'aggraver ([lien](#) : consulté le 11 juin 2024).

<sup>20</sup> Par exemple, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la Roumanie a adapté à la hausse les salaires minimums comme mesure pour mieux retenir les travailleurs locaux.

## 4. Annexes

### Annexe 1 : Taux de chômage par branche économique en 2024 en Valais

Activités économiques NOGA (à deux chiffres)	Taux de chômage en 2024	Coefficients de variation
14 Industrie de l'habillement	0.7%	G
20 Industrie chimique	0.8%	C
99 Non spécifié, autres	0.9%	G
13 Fabrication de textiles	0.9%	G
02 Sylviculture et exploitation forestière	1.2%	E
86 Activités pour la santé humaine	1.2%	C
60 Programmation et diffusion	1.3%	F
36 Captage, traitement et distribution d'eau	1.3%	G
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	1.4%	F
51 Transports aériens	1.4%	F
74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	1.5%	E
53 Activités de poste et de courrier	1.5%	D
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	1.5%	C
37 Collecte et traitement des eaux usées	1.6%	F
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	1.6%	D
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.	1.7%	D
85 Enseignement	1.7%	C
61 Télécommunications	1.8%	E
69 Activités juridiques et comptables	1.8%	D
32 Autres industries manufacturières	1.8%	E
79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	1.9%	F
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	2.0%	D
08 Autres industries extractives	2.0%	F
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabricatio	2.0%	D
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	2.1%	D
91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	2.1%	E
71 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	2.1%	C
24 Métallurgie	2.1%	D
49 Transports terrestres et transport par conduites	2.1%	C
65 Assurance	2.1%	E
87 Hébergement médico-social et social	2.1%	C
30 Fabrication d'autres matériels de transport	2.2%	F
94 Activités des organisations associatives	2.2%	D
96 Autres services personnels	2.3%	D
33 Réparation et installation de machines et d'équipements	2.3%	F
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	2.4%	E
88 Action sociale sans hébergement	2.5%	D
03 Pêche et aquaculture	2.5%	G
70 Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	2.7%	D
90 Activités créatives, artistiques et de spectacle	2.7%	E
<b>Ensemble de l'économie valaisanne</b>	<b>2.7%</b>	<b>A</b>
31 Fabrication de meubles	2.7%	G
75 Activités vétérinaires	2.8%	G
17 Industrie du papier et du carton	3.0%	G
59 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sono	3.1%	G
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	3.2%	D
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	3.3%	E
80 Enquêtes et sécurité	3.3%	E
42 Génie civil	3.4%	E
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	3.5%	D
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	3.5%	C
72 Recherche-développement scientifique	3.6%	E
68 Activités immobilières	3.7%	D
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	3.8%	D
38 Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	3.8%	F
43 Travaux de construction spécialisés	3.8%	C
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	3.9%	D
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	3.9%	C
10 Industries alimentaires	4.0%	D
73 Publicité et études de marché	4.1%	E
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	4.3%	E
77 Activités de location et location-bail	4.3%	F
50 Transports par eau	4.7%	G
11 Fabrication de boissons	4.7%	E
63 Services d'information	5.1%	G
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	5.2%	D
55 Hébergement	5.3%	C
21 Industrie pharmaceutique	5.8%	E
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	6.0%	D
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	6.1%	F
95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	6.4%	G
56 Restauration	6.5%	C
78 Activités liées à l'emploi	6.5%	D
41 Construction de bâtiments	6.5%	C
27 Fabrication d'équipements électriques	6.9%	F
92 Organisation de jeux de hasard et d'argent	6.9%	G
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	7.6%	E
15 Industrie du cuir et de la chaussure	9.1%	G
12 Fabrication de produits à base de tabac	9.7%	G
29 Industrie automobile	11.3%	G
58 Édition	14.1%	G
39 Dépollution et autres services de gestion des déchets	14.9%	G

**Annexe 2 : Le besoin de remplacement démographique dans les 15 années à venir pour toutes les branches économiques du Valais**

Activités économiques NOGA (à deux chiffres)	Besoin de remplacement démographique	Nombre de personnes concernées
12 Fabrication de produits à base de tabac	100.0%	10
19 Cokéfaction et raffinage	100.0%	11
50 Transports par eau	100.0%	11
13 Fabrication de textiles	51.9%	33
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	49.1%	259
42 Génie civil	46.4%	268
51 Transports aériens	45.9%	98
31 Fabrication de meubles	45.8%	67
53 Activités de poste et de courrier	45.7%	565
73 Publicité et études de marché	45.0%	200
38 Collecte, traitement et élimination des déchets; récupération	43.1%	138
94 Activités des organisations associatives	42.1%	943
68 Activités immobilières	39.8%	842
49 Transports terrestres et transport par conduites	39.6%	2'655
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	39.3%	352
37 Collecte et traitement des eaux usées	39.2%	58
87 Hébergement médico-social et social	39.0%	2'706
01 Culture et production animale, chasse et services annexes	38.8%	1'088
32 Autres industries manufacturières	38.6%	220
65 Assurance	38.2%	286
20 Industrie chimique	38.1%	1'516
84 Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	38.0%	3'248
08 Autres industries extractives	37.9%	96
11 Fabrication de boissons	37.6%	237
91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	36.3%	202
'1 Non spécifié	36.1%	7'534
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	35.6%	1'667
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	35.6%	701
74 Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	35.3%	286
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.	35.2%	432
55 Hébergement	34.7%	1'540
24 Métallurgie	34.6%	476
69 Activités juridiques et comptables	34.5%	882
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	34.4%	643
41 Construction de bâtiments	34.3%	1'484
80 Enquêtes et sécurité	33.9%	166
<b>Ensemble des activités économiques du canton</b>	<b>33.2%</b>	<b>58'576</b>
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	32.8%	169
56 Restauration	32.7%	1'983
33 Réparation et installation de machines et d'équipements	32.6%	157
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	32.4%	3'959
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	32.3%	874
70 Activités des sièges sociaux; conseil de gestion	31.5%	793
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	31.2%	94
10 Industries alimentaires	31.0%	561
09 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	30.8%	278
02 Sylviculture et exploitation forestière	30.7%	131
86 Activités pour la santé humaine	30.6%	3'925
85 Enseignement	29.9%	2'432
43 Travaux de construction spécialisés	29.7%	3'262
92 Organisation de jeux de hasard et d'argent	28.6%	32
90 Activités créatives, artistiques et de spectacle	28.5%	117
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	28.3%	793
17 Industrie du papier et du carton	28.1%	10
71 Activités d'architecture et d'ingénierie; activités de contrôle et analyses techniques	28.0%	1'131
14 Industrie de l'habillement	27.9%	21
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	27.6%	689
88 Action sociale sans hébergement	27.0%	997
21 Industrie pharmaceutique	27.0%	230
99 Non spécifié, autres	26.9%	6
96 Autres services personnels	26.6%	701
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	26.4%	224
36 Captage, traitement et distribution d'eau	25.9%	10
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	25.4%	276
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	25.1%	884
77 Activités de location et location-bail	24.7%	53
61 Télécommunications	23.6%	195
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles; fabricatio	23.5%	515
60 Programmation et diffusion	23.4%	58
72 Recherche-développement scientifique	23.3%	166
78 Activités liées à l'emploi	21.7%	337
63 Services d'information	21.2%	21
27 Fabrication d'équipements électriques	20.4%	45
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	20.4%	303
58 Édition	20.1%	22
95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	19.9%	12
30 Fabrication d'autres matériels de transport	16.7%	38
03 Pêche et aquaculture	16.5%	11
59 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision; enregistrement sono	15.5%	23
75 Activités vétérinaires	15.0%	21
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	2.5%	6
15 Industrie du cuir et de la chaussure	0.0%	0
29 Industrie automobile	0.0%	0
39 Dépollution et autres services de gestion des déchets	0.0%	0
97 Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0.0%	0

**Eduard Nevistic**  
Collaborateur scientifique OVE